

J'écris cette opinion en tant que citoyenne de St-Henri depuis plus de 15 ans et parent d'un enfant fréquentant l'école Victor-Rousselot, l'école primaire situé à moins de 100m de la Maison Benoit Labre qui offre un centre de jour avec une centre d'injection & d'inhalation supervisé.

Quand je lis les pistes d'action que la ville propose, je vois beaucoup de beaux mots, mais avec l'expérience avec la Maison Benoit Labre, on a vécu l'opposé de ce qui est proposé. Dès le départ, il n'y a jamais eu de transparence dans les communications et toujours aujourd'hui c'est très difficile d'avoir de vraies réponses et de la responsabilité des dirigeants et de tous les acteurs impliqués dans le projet. Par exemple, lors d'une rencontre d'information en 2023 (après que tout soit décidé et construit sans le « buy-in » de la communauté), on nous dit que ce centre va aider une situation déjà problématique, n'attirera pas de toxicomanes provenant de d'autres quartiers et que la consommation se fera maintenant à l'intérieur, à l'abris des regards des enfants. On nous dit ensuite qu'il y aura des intervenants qui feront la surveillance, qu'il y aura des patrouilleurs à pied du SPVM et qu'EMMIS peut être appelé pour aider lors d'incidents.

Malheureusement, la réalité est quelque chose d'autre. On voit et on lit aux nouvelles que le centre attire plusieurs toxicomanes du centre-ville, on voit une augmentation de la consommation dehors devant le centre (et très peu de gens qui consomment à l'intérieur), on voit une augmentation des comportements problématique dans et autour de la cour d'école. À moins d'un an de l'ouverture, on apprend que le financement des intervenants qui surveillent pendant les heures de cours sera réduite de moitié, quand on est témoin d'un incident la MBL, EMMIS et le SPVM se renvoient la balle et personne n'est là pour aider les citoyens.

Ce problème des organismes qui se renvoient la balle lors d'un incident est particulièrement frustrant. À plusieurs reprises, quand j'ai été victime d'incidents reliés aux usagers de la MBL, j'ai commencé par appeler EMMIS, qui ont dit à chaque fois qu'ils ne peuvent rien faire si la personne ne coopère pas (ou ne peuvent rien faire du tout).

Prenons comme exemple une fois que je me suis fait voler des biens chez moi. Je les ai retrouvés dans un panier d'épicerie directement devant la Maison Benoit Labre. J'ai demandé à un intervenant de m'aider à les récupérer car je ne me sentant pas en sécurité de les reprendre par moi-même, mais ils m'ont répondu que c'est à l'extérieur, donc ce n'était pas leur problème. J'ai ensuite appelé EMMIS qui m'ont répondu qu'ils ne peuvent pas aider. J'ai ensuite appelé le poste de quartier qui m'a dit de juste aller les chercher moi-même, même quand je leur ai dit que je ne me sentais pas en sécurité. On m'a donc répondu d'appeler le 911. J'ai ensuite appelé le 911 plusieurs fois pour éventuellement être prise au sérieux. J'ai attendu 4 heures avant que quelqu'un vienne. Entre-temps j'essayais de rejoindre les patrouilleurs à pied, mais ça allait toujours directement à la boîte vocale. Une fois les policiers arrivés, ils ont dit qu'ils ne peuvent rien faire car c'est un terrain privé. J'ai dû leur expliquer que c'est un terrain de la ville et ils ont ensuite pu récupérer mes biens.

J'ai été patiente, chanceuse de pouvoir attendre plus de 4 heures pour l'arrivé des policiers et que la personne ne parte pas avec mes biens entretemps. Chanceuse que je parle français et que je suis capable de faire tous ses appels pour me défendre. La majorité des gens du quartier n'ont pas cette chance, ils sont immigrants ne parlant pas l'anglais ni le français, ils doivent travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Pour cette raison, plusieurs incidents ne sont même pas répertoriés. Même ceux qui ont appris qu'il faut directement appeler le 911 quand ils voient un incident ont arrêté de le faire car même en voyant l'augmentation fulgurante des incidents à proximité de la maison

Benoit Labre, rien ne change. La sécurité des citoyens n'est pas prise au sérieux par les élus. On promet de déplacer le centre de jour avant le début de l'année scolaire, et nous voici au mois de février et rien ne semble bouger de ce côté.

Une autre promesse était le comité Bon Voisinage. Celui-ci a bien été mis sur pieds, mais les rencontres sont annulées ou reportées à la dernière minute, il n'y a pas de transparence pour des citoyens ou parents qui veulent assister ou lire les comptes rendus. De plus, lors des réunions, on dit que ce n'est pas le lieu pour discuter d'incidents ou de problèmes ! Si ce n'est pas le rôle du comité de résoudre les problèmes de cohabitation, j'aimerais bien savoir à quoi ça sert !

Ensuite on nous parle de cohabitation. Le mot cohabitation sous-entends, 2 partis qui cohabitent ensemble. Malheureusement, ce sont les citoyens qui se font dire qu'ils doivent accepter ou vivre avec les usagers du centre (itinérants et toxicomanes). On subit et on ne doit pas se plaindre par peur de se faire dire qu'ont ne veut pas ça dans notre cours ou qu'on est sans-cœur face aux itinérants, la population la plus vulnérable. Pourquoi est-ce qu'on ne considère pas les élèves de l'école Victor-Rousselot comme aussi vulnérable, sinon plus vulnérable. L'école est au 10^e rang décile pour l'indice de milieu socioéconomique ainsi que l'indice du seuil de faible revenu. La majorité des élèves vivent sous le seuil du faible revenu, sont issus de familles immigrantes et proviennent de familles dont la mère qui n'a pas de diplôme. Les enfants de l'école Victor-Rousselot arrivent en maternelle avec en moyenne plus de 2 vulnérabilités soit la santé physique, les compétences sociales, la maturité affective, le développement cognitifs et langagier, etc. Ce sont des enfants vulnérables, et on leur impose d'être témoins de comportements agressifs, de la consommation de drogue, des actes sexuels, des surdoses, etc. Tout le monde sait pertinemment que les enfants reproduisent les comportements qu'ils voient. Est-ce vraiment les comportements qu'on veut encourager ? C'est une recette parfaite pour créer une nouvelle génération d'itinérants et de toxicomanes.

En plus d'être témoin de situations inacceptables, l'ouverture de la Maison Benoit Labre a aussi eu plusieurs autres effets néfastes sur les élèves. Par exemple, par souci de sécurité, le Parc-école n'est plus accessible après l'école pour permettre aux enfants de socialiser ou de jouer. De plus, cette fermeture du parc-école, force de nombreux élèves à faire un détour pour faire le trajet école-maison en plus de les forcer à marcher devant la maison Benoit Labre ! Il y a aussi plusieurs parents qui ne se sentent plus confortable de laisser leurs enfants se rendre à l'école seul, ce qui brime l'indépendance des enfants.

Une autre conséquence de cette situation est de creuser encore plus l'écart entre les famille favorisés et défavorisés. Les familles favorisées vont choisir de déménager, envoyer leurs enfants à une école privée, à une école anglophone si éligible. Cependant les familles les plus vulnérables, n'ont pas ces options et doivent encore une fois « subir » et envoyer leurs enfants à l'école du quartier.

Même pour ceux qui ont le choix de déménager ou d'envoyer leurs enfants au privé, c'est très frustrant de devoir payer et de changer notre vie pour avoir un sentiment de sécurité chez nous. En tant que citoyenne du quartier pendant plus de 15 ans, je ne me suis jamais sentie en danger. Malheureusement, depuis l'ouverture de la maison benoit labre, je dois maintenant éviter certaines rues et parcs, je me suis fait volée chez moi, j'ai dû installer des caméras de sécurité à mes frais, je ne peux plus profiter des espaces extérieurs chez moi et dans les parcs, comme je le faisais auparavant. On voit aussi les effets dans les commerces du quartier ou les portes sont barrés après

une certaine heure, il y a des vols de paniers d'épicerie, donc pas assez pour les clients, plusieurs gardes de sécurité qui ont dû être embauchés, etc. Encore une fois, des coûts qui sont transmis aux citoyens et commerçants qui doivent subir ce manque de gestion des élus et des organismes comme la maison Benoit Labre. On paie des taxes et des impôts, on participe activement à la vie de quartier en faisant du bénévolat, et on doit subir et vivre dans un environnement non-propice aux enfants et à une vie sécuritaire.

Les gouvernements et le SPVM ne doivent plus tolérer des comportements dangereux, illégaux dans nos quartiers. Il doit y avoir une vraie cohabitation et une prise de responsabilité des organismes pour leurs usagers. On doit trouver des solutions pour des logements pour les itinérants. On doit penser à nos enfants qui seront la relève et arrêter de créer des préjudices aux jeunes enfants en plaçant ces centres d'injection et d'inhalation à proximité des écoles et garderies. Les centres doivent être conçus de façon à éviter les attroupements dans les environs (et la surveillance doit être accrue) et le plus important est la prise de responsabilité de tous les acteurs (élus, organismes, SPVM, EMMIS, CLSC, etc.)

Liah Fereydoonzad